

Cérémonie pour demander aux ancêtres de protéger la communauté.



justice
économique
– résister au
néolibéralisme

© TNI

Comment les transnationales commandent

Partie 4: Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat

novembre 2014 | rapport





Dans le cadre des projets de 'verdissage', une nouvelle colline a été créée avec du sable et des matériaux extraits de la mine.



Le **Corporate Europe Observatory (CEO)** ou Observatoire de l'Europe industrielle est une organisation qui fait des recherches et mène des campagnes pour exposer et contrecarrer l'accès privilégié dont jouissent les multinationales et l'influence qu'exercent leurs groupes de pression sur la prise de décisions au niveau de l'UE et de l'ONU en particulier.

Téléchargeable sur : www.foei.org

Auteurs : Lucía Ortiz, Pascoe Sabido, Rachel Tansey, Lyda Fernanda Forero, Danilo Urrea, Sara Shaw

Édition : Katharine Ainger

Contributions : Denis Burke, Dipti Bhatnagar

Photos : TNI

Design : our@onehemisphere.se, www.onehemisphere.se

© 2014 Friends of the Earth International, Amsterdam. Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International.



Cette publication a été produite avec le soutien de l'Union européenne. Néanmoins, son contenu n'engage que Les Amis de la Terre International, et l'Union européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des opinions qui y sont exprimées..

Les Amis de la Terre
secrétariat international

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
info@foei.org
www.foei.org

Comment les transnationales commandent

Partie 4: Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat

novembre | 2014



Les Amis de la Terre International

Les Amis de la Terre International est le réseau écologiste de base le plus large du monde : il compte 75 organisations membres et plus de deux millions d'adhérents et de sympathisants.

Nous avons la vision d'un monde pacifique et durable, constitué par des sociétés qui vivent en harmonie avec la nature. Nous imaginons une société de personnes interdépendantes qui vivent dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, une société où la justice et les droits des personnes et des peuples seront une réalité.

Les Amis de la Terre ont des organisations membres dans les pays et territoires suivants :

Afrique : Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Liberia, Mali, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie.

Asie - Pacifique : Australie, Bangladesh, Corée du Sud, Indonésie, Japon, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Territoires palestiniens, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Timor oriental.

Europe : Allemagne, Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord, Autriche, Belgique (Wallonie et Bruxelles), Belgique (Flandre), Bosnie-Herzégovine (membre associé), Bulgarie, Croatie, Chypre, république tchèque, Danemark, Écosse, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ex-République yougoslave de), Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Slovaquie, Suède, Suisse, Ukraine.

Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Curaçao (Antilles), El Salvador, Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Paraguay, Uruguay

Canada, Russie (membre associé) et États-Unis.

Le présent rapport fait partie d'une série d'études de cas publiées depuis 2011¹, où les Amis de la Terre International (ATI) et ses partenaires exposent les divers moyens par lesquels les grandes entreprises influent sur les décisions politiques nationales et multilatérales.

note

1 Pour voir les documents d'information précédents veuillez visiter : <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/> et <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/reclaim-the-un-from-corporate-capture/>



Le **Transnational Institute (TNI)** aspire à un monde où la paix, la justice et la démocratie règnent dans une planète durable, créée et maintenue par des citoyens informés et engagés.

Il analyse à fond des problèmes mondiaux d'importance critique, passe des alliances avec des mouvements sociaux et formule des propositions pour un monde plus juste, démocratique et durable.

Le Transnational Institute (TNI) fut créé en 1974 comme un réseau international d'activistes chercheurs ('activistes savants') engagés à analyser les problèmes mondiaux d'aujourd'hui et de demain. Il vise à fournir du soutien intellectuel aux mouvements qui luttent pour un monde plus démocratique, équitable et écologiquement durable.

En près de 40 ans, le TNI a gagné une renommée internationale grâce à :

- **ses analyses bien fondées et radicales** – parfois à contre-courant – des problèmes mondiaux urgents ;
- **sa production anticipée de documents sur des questions-clés bien** bien avant qu'elles ne deviennent des préoccupations générales, par exemple, l'alimentation et la faim, la dette du tiers monde, les sociétés transnationales, le commerce et l'échange d'émissions ;
- **son soutien du travail des mouvements sociaux pour la justice économique et sociale dans le monde entier ;**
- **sa nomination de membres du TNI** de diverses nationalités et formations, dont l'érudition, les analyses et les recherches ont inspiré et formé des générations d'activistes et dont les écrits continuent de susciter le débat ;
- **sa proposition d'alternatives aussi justes que pragmatiques**, telles que des approches différentes de la politique internationale sur la drogue, et le soutien du travail pratique concernant la réforme des services publics de l'eau ;
- **son influence sur les décideurs** grâce à sa recherche et à ses liens directs avec des mouvements populaires, en particulier avec les plus touchés par les politiques mondiales actuelles en matière d'économie et de société ;
- **sa capacité de rester non sectaire** et capable de jeter des ponts entre les différentes tendances politiques, contribuant ainsi à former des coalitions de mouvements sociaux qui relient des régions et des continents.

Contenu

Comment les transnationales commandent

Partie 4: Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat novembre | 2014

Introduction	4
Encadré 1 Comment les grandes entreprises arrivent-elles à leurs fins ?	4
Encadré 2 Anglo American	5
Encadré 3 La financiarisation de la nature	5
un Les effets des projets énergétiques polluants d'Anglo American sur le terrain : la mine de charbon El Cerrejón	6
Figure 1 La mine de charbon el cerrejón, colombie	6
Impacts sur la société et l'environnement	7
Encadré 4 Les stratégies concernant la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	7
Figure 2 Profits et destination des exportations de charbon de la mine 'el cerrejón'	8
Encadré 5 Les accords de libre-échange et l'industrie minière en Colombie	9
Les acteurs politiques de la résistance	9
deux Le réseau d'influences d'Anglo American	10
Encadré 6 Les fausses solutions	10
Un accès privilégié aux gouvernements et à la CCNUCC	11
Anglo American tisse un réseau complexe d'influences	12
Figure 3 Anglo American tisse un réseau complexe d'influences pour parvenir à ses fins	12
trois Pour contrer le pouvoir des sociétés productrices de combustibles polluants	13
Supprimer l'accès privilégié des entreprises	13
Encadré 7 Récupérer l'ONU : mesures additionnelles pour protéger toutes les institutions de l'ONU de l'emprise des transnationales	13
La transparence des lobbies et la responsabilité des entreprises	14
Point d'assistance publique aux grandes entreprises ; point de subsides aux énergies polluantes	14
Conclusion	15

Introduction

Comment les transnationales commandent

Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat

Les émissions de gaz à effet de serre sont aujourd'hui les plus élevées de l'histoire de l'humanité, et les effets négatifs du changement climatique sur la vie humaine et sur les systèmes naturels se font sentir partout.² Pourtant, quand les gouvernements se rencontreront à Lima pour la CdP (Conférence des Parties) 20 dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), ils seront soumis à d'intenses pressions par quelques-uns des plus grands pollueurs industriels. Ce qui est en jeu est extrêmement important, puisque les pays se dirigeront ensuite vers la conférence 2015 de la CCNUCC à Paris, qui sera fondamentale ; or, jusqu'à présent, l'incidence des grandes entreprises sur la prise de décisions a toujours réussi à empêcher que l'on s'attaque aux causes profondes du changement climatique.

Les gouvernements et les institutions publiques internationales comme les Nations unies, au lieu de dominer les entreprises qui portent atteinte aux personnes et à l'environnement, sont de plus en plus contrôlés par elles (voir l'encadré : Quel est le programme des entreprises ?). Dans la présente publication, les Amis de la Terre International (ATI), le Corporate Europe Observatory (CEO) et le Transnational Institute (TNI) révèlent comment les grandes entreprises conspirent contre les politiques climatiques essentielles et favorisent l'adoption de fausses solutions [voir l'encadré de la page 10] qui leur permettent de tirer profit de la crise climatique, tout en intensifiant l'extraction de sources d'énergie polluantes. Ceci est illustré par le cas de la société britannique et sud-africaine **Anglo American**, que le présent rapport examine à partir des activités de la mine de charbon à ciel ouvert la plus grande du monde qu'elle possède à Cerrejón (La Guajira, Colombie), et jusqu'aux pressions qu'elle exerce sur la CCNUCC.

La CCNUCC devrait être l'endroit où les États s'engagent à changer le système actuel de production et de consommation, et décident de réduire les émissions des combustibles fossiles à partir de critères scientifiques, justes et équitables, en tenant compte des responsabilités historiques des pays industrialisés et de leurs transnationales. Or, les pourparlers sur le climat, de Lima à Paris, risquent d'échouer une fois de plus, parce que la CCNUCC et les gouvernements sont les esclaves des sociétés transnationales comme **Anglo American** dont le mode de fonctionnement dépend de notre consommation continue d'énergie polluante.

Sous l'influence excessive des transnationales, non seulement la CCNUCC est incapable de prendre des mesures concrètes pour la justice climatique et d'œuvrer pour les intérêts des

ENCADRÉ 1: Comment les grandes entreprises arrivent-elles à leurs fins ?

Parmi les divers moyens grâce auxquels les grandes entreprises réussissent à faire passer leurs propres intérêts avant les droits des peuples et de la planète figurent les suivants :

- *un lobbying agressif grâce à une pléthore d'entreprises associées ;*
- *des pressions pour faire supprimer les réglementations contraignantes, nationales et internationales, et les remplacer par des normes volontaires contrôlées par les entreprises elles-mêmes ;³*
- *le financement direct de partis politiques ;*
- *les chassés-croisés de personnel haut placé entre l'administration publique et le secteur privé et vice versa ;*
- *une forte présence au sein des délégations officielles aux pourparlers de la CCNUCC et dans tous les soi-disant groupes importants de la société civile, parmi lesquels figure le secteur des affaires.*

peuples, mais elle fraye la voie à ces grandes entreprises, dont la plupart ont toujours été très polluantes, pour qu'elles aient la possibilité de tourner la crise climatique à leur profit. Bref, la CCNUCC ne joue plus le rôle de forum démocratique pour lequel elle a été créée : elle a été transformée en un lieu supplémentaire où se créent des politiques favorables aux entreprises et où tout progrès vers la justice climatique est entravé. En fait, même avant d'arriver aux pourparlers de la CCNUCC, les gouvernements auront été soumis au plan national à d'intenses pressions des grandes entreprises, qui auront influé sur leurs positions internationales.

Derrière et au-delà du pouvoir croissant des transnationales au sein de l'ONU, les négociations sur le libre-échange et l'investissement renforcent le modèle d'extraction polluant et transfèrent les ressources et les profits aux grandes entreprises du Nord et à leurs gouvernements.

notes

2 GIEC, 'rapport 2014', <http://www.ipcc.ch/report/ar5/syr/>.

3 David Sogge, 'State of Davos', in: State of Power 2014. TNI, Amsterdam 2014.

ENCADRÉ 2: Anglo American



La société transnationale britannique et sud-africaine Anglo American possède un tiers des parts d'El Cerrejón, une des mines de charbon à ciel ouvert les plus grandes du monde, située à La Guajira, en Colombie. Elle exporte aussi bien ce combustible fortement polluant que tous les bénéfiques produits, mais laisse derrière elle la destruction sociale et environnementale, qui vient s'ajouter à la dette climatique à l'égard des pays du Sud. L'État colombien a pris des mesures violentes pour déplacer les communautés indigènes, afro-colombiennes et paysannes de La Guajira du territoire où opère la société minière.⁴

Grâce à son accès privilégié aux pourparlers de la CCNUCC et aux gouvernements, et à son réseau d'associations commerciales et de groupes de pression, Anglo American a réussi à maintenir ses activités charbonnières, tout en profitant des fausses solutions qui lui sont favorables [voir l'encadré sur les fausses solutions, page 10].

L'ONU en est discréditée. En 2013, la société civile a quitté la CdP 19 à Varsovie, sponsorisée par l'industrie du charbon, pour dénoncer la complicité des pays développés avec les entreprises polluantes qui entravaient le progrès des pourparlers. En septembre 2014, lorsque les gouvernements se sont rencontrés pour le Sommet du climat convoqué par le Secrétaire général de l'ONU à New York, les rues de la ville ont été envahies par des centaines de milliers de personnes qui exigeaient plus que les vaines promesses annoncées.⁵

La CdP 20 qui se tiendra à Lima est fondamentale pour parvenir à un accord mondial sur le climat en 2015, à Paris. Or, tout semble indiquer qu'elle servira à développer les marchés du carbone et d'autres **fausses solutions** [voir l'encadré de la page 10]. L'espoir est bien mince que l'on puisse avancer vers un accord juste, qui aille au-delà des promesses volontaires et insuffisantes de réduire les émissions. En Europe comme en Amérique latine, la multiplication des infrastructures d'extraction d'**énergie polluante**, jointe à la **financiérisation de la nature** [voir l'encadré ci-dessous], a porté les gens à exiger que l'on mette fin à la prise de **décisions orientées par les transnationales** et que l'on adopte des solutions réelles pour résoudre la crise climatique.

notes

- 4 Voir les cas présentés au Tribunal permanent des peuples et au Tribunal populaire sur les mines: <http://enlazandoalternativas.org/spip.php?article983>, <https://www.youtube.com/watch?v=uyXj6CJS8I>, <https://www.youtube.com/watch?v=L4mX5Va24Tc>
- 5 Le Sommet climatique de l'ONU s'est tenu à New York le 23 septembre 2014.
- 6 Les Amis de la Terre International, 'Financialization and Nature: we need to stop the financial sector's takeover of biodiversity', 21 octobre 2014, <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/financialization-and-biodiversity/>

ENCADRÉ 3: La financiérisation de la nature

Quand l'environnement est transformé en un produit financier ou commercial qui peut être échangé sur le marché, on appelle cela 'financiérisation' de la nature. Avec le soutien des banques, des spéculateurs et des grandes entreprises – qui voient les mécanismes du marché comme un moyen de s'enrichir tout en évitant des normes contraignantes – des biens qui appartiennent à tous, comme l'eau, le carbone, la biodiversité, les paysages et les fonctions de la terre, sont transformés en nouveaux titres de propriété qui peuvent être soumis à la spéculation, achetés et vendus pour gagner de l'argent.

Les grandes entreprises s'en servent pour 'compenser' les dégâts qu'elles causent à l'environnement : au lieu de modifier leur comportement, elles reçoivent l'autorisation de polluer. Par exemple, les **marchés du carbone** permettent à l'industrie de maquiller en vert leurs moyens de production polluants, et de gagner de l'argent grâce aux crédits de leur efficacité énergétique.

Un autre exemple en est la **compensation de biodiversité**, une solution fondée sur le marché et basée sur l'idée erronée que la biodiversité détruite à un endroit peut être 'compensée', tout simplement en la 'remplaçant' ailleurs.

La **financiérisation de la nature** veut dire que des ressources communes sont transférées à de grandes entreprises et au système financier, qui voient ainsi leur pouvoir accru, tandis que les communautés perdent leur souveraineté et le droit de vivre dans leurs propres territoires et de s'en servir.⁶



Un panneau interdit l'entrée à une partie de la mine.

un Les effets des projets énergétiques polluants d'Anglo American sur le terrain : la mine de charbon El Cerrejón

Les effets des projets énergétiques polluants d'Anglo American sur le terrain : la mine de charbon El Cerrejón

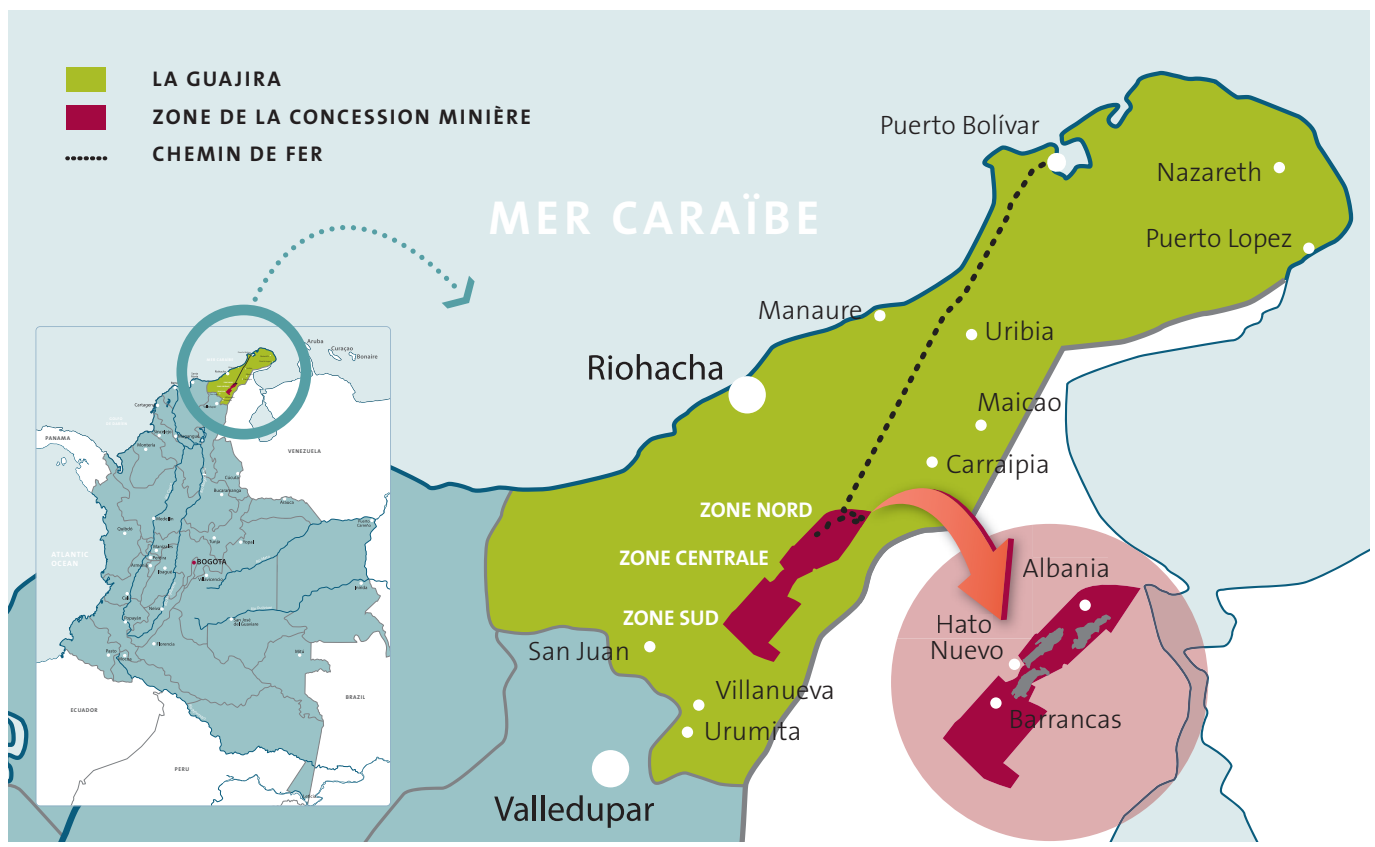
La mine de charbon à ciel ouvert El Cerrejón, située à La Guajira, sur la côte caribéenne de la Colombie, commença à fonctionner il y a plus de 30 ans mais, en 2000, le gouvernement colombien vendit ses parts à trois sociétés transnationales : BHP Billiton, Glencore Xstrata et Anglo American. Malgré ses forts conflits écologiques et sociaux, la mine est membre du Pacte Mondial de l'ONU et sa devise est « une exploitation minière responsable ».⁷



Le contrôle, la pollution et l'appropriation des territoires des communautés indigènes, afro-colombiennes et paysannes équivalent à leur privatisation.

FIGURE 1

LA MINE DE CHARBON EL CERREJÓN, COLOMBIE



Le complexe minier s'étend sur 69 000 hectares, dont près de 4 000 sont en activité à l'heure actuelle. Plus de 30 années d'extraction à ciel ouvert ont profondément touché, directement et indirectement, la population de La Guajira où habite un cinquième des peuples indigènes de Colombie.

Conflits sociaux et environnementaux

Les habitants de la région, qu'ils soient indigènes, afro-colombiens ou paysans, ont dénoncé les nombreux impacts et conflits que comportent les activités minières, liés surtout à l'appropriation de terres, à la dépossession et à l'accaparement d'eau. Selon les données du Plan de gestion environnementale d'El Cerrejón, la mine de charbon consomme, incroyablement, 17 millions de litres d'eau par jour.⁸ En revanche, un habitant d'Alta Guajira consomme seulement, en moyenne, 0,7 litre d'eau par jour, alors que la consommation recommandée par l'ONU est de 50 à 100 litres.^{9,10} Les tentatives précédentes d'Anglo American et de ses partenaires d'assouvir la soif de la mine en détournant des ruisseaux avaient pollué avec de la poussière de charbon l'eau superficielle, les rivières souterraines et les puits, ce qui a provoqué des troubles respiratoires et intestinaux chez les membres des populations locales (comme les communautés indigènes Provincial et Cerro de Hato Nuevo, et les communautés afro-colombiennes de Patilla et Chanclleta). Ceux qui habitent à proximité des mines souffrent aussi de maladies oculaires que l'on attribue à la poussière.

L'appropriation des sources d'eau communales et les problèmes de santé dus à la pollution de l'eau, de l'air et du territoire ont fait perdre aux communautés locales beaucoup plus que leur souveraineté alimentaire. La pollution du fleuve Ranchería a rendu impossible aux gens de la région de chasser, de pêcher ou d'élever du bétail, mais la perte de la souveraineté sur leurs territoires viole aussi leur droit à la santé, à l'eau, à un environnement salubre, et à la vie même.

notes

- 7 <http://www.cerrejon.com/site/>
- 8 El Cerrejón, 'Plan de manejo ambiental del proyecto Cerrejón central', 2000.
- 9 PNUD, 'Medidas de adaptación al cambio climático', p. 3 2012, Voir : http://issuu.com/pnudcol/docs/medidas_adaptaci_n_al_cambio_clima
- 10 En juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU reconnut le droit de tout être humain à disposer d'eau salubre en quantité suffisante pour les usages personnels et domestiques. Voir : <http://www.un.org/en/globalissues/water/>
- 11 Voir : <http://www.cerrejon.com/site/english/our-company.aspx>
- 12 El Cerrejón, Informe de Sostenibilidad 2011, <http://www.cerrejon.com/site/sala-de-prensa/archivo-de-noticias/-informe-de-sostenibilidad-2011.aspx>
- 13 BID, Sustainable Energy and Climate Change Initiative, Annual Report 2007-2008. Page 54; IDB Watch, numéro 2, 5 avril 2008, p. 1 et 6.
- 14 En août 2012, le gouvernement colombien publia un manuel sur les compensations de biodiversité, avec le soutien de TNC, WWF et IC. Le manuel énonce les normes pour la compensation de biodiversité en Colombie. MAVDT (Ministerio de Ambiente, Vivienda y Desarrollo Territorial), 2008, Convenio de Asociación n° 09 de 2008, The Nature Conservancy, World Wildlife Fund et Conservation International, Colombie : https://www.siac.gov.co/documentos/DOC_Portal/DOC_Biodiversidad/291012_Manual_compens_biodiversidad.pdf
- 15 El Cerrejón, op cit.; <http://www.cerrejon.com/site/desarrollo-sostenible-%E2%80%A2-responsabilidad-social-rse/medio-ambiente.aspx>; World Bank, 'Joint MDB Report to the G8 on the Implementation of the Clean Energy Investment Framework and Their Climate Change Agenda Going Forward', juin 2008, p. 27.
- 16 Grâce au manque de présence de l'État et la copieuse production de matériel publicitaire d'El Cerrejón, les fondations ont monopolisé les moyens de communication locaux et les ont en fait privatisés, laissant ainsi leurs activités dans l'ombre.

ENCADRÉ 4: Les stratégies concernant la responsabilité sociale des entreprises (RSE)

L'entreprise El Cerrejón affirme qu'elle est « connue pour ses programmes écologiques et sociaux » et que ses quatre fondations pour la RSE travaillent « en étroite collaboration avec le gouvernement colombien et avec les organismes nationaux et internationaux pour promouvoir [...] un développement durable et juste pour La Guajira et ses habitants ». ¹¹

Or, ses projets 'verts' ont apporté peu de bénéfices à la population locale, à l'environnement et au climat. Ce 'verdissage' est un moyen de dissimuler les problèmes socio-écologiques et les conflits que ses activités provoquent, tout en ignorant leurs causes structurelles. En outre, son rôle de fournisseur de services 'publics', loin d'être bienfaisant, consiste en fait à privatiser la prise de décisions d'ordre national.

Au moyen de ses fondations, El Cerrejón :

- mesure sa consommation de combustibles fossiles mais, entre 2008 et 2011, ses émissions ne diminuèrent pas de façon significative ; ¹²
- a reçu de l'aide financière de la Banque interaméricaine de développement pour évaluer la 'faisabilité' de construire une ferme éolienne de 10 MW et le 'potentiel' des agrocarburants pour sa flotte de camions ; cela lui permettrait de baisser les coûts mais ne ferait pas grand-chose pour réduire les émissions dues à l'extraction et au traitement du charbon ; ¹³
- travaille avec des ONG locales internationales (Conservation International, The Nature Conservancy, WWF) pour sauver des 'zones prioritaires pour la conservation' considérées comme équivalentes, en 'valeur écologique', de celles qu'elle détruit. Ce faisant, elle ignore le caractère unique et irremplaçable des zones originelles riches en biodiversité, et leur valeur pour les communautés locales ; ^{14,15}
- essaie d'acheter le soutien communautaire de la mine en fournissant des services publics tels que des écoles et des services de santé, en profitant de l'absence de l'État dans ces domaines. Or, la population locale affirme que les maladies respiratoires et oculaires sont ignorées dans les visites médicales, et que celles-ci sont plutôt utilisées pour 'prouver' que la mine ne fait aucun mal à la population¹⁶

un Les effets des projets énergétiques polluants d'Anglo American sur le terrain : la mine de charbon El Cerrejón

suite

Les activités d'Anglo American ont provoqué aussi de graves conflits culturels : des cimetières sacrés – un lien fondamental entre les générations actuelles et les précédentes – ont été profanés ; les communautés ethniques ont été empêchées de parvenir à ces sites, et aux plantes qu'elles utilisaient dans leur médecine traditionnelle et dans les rites spirituels qui servaient à maintenir des rapports harmonieux entre les territoires.

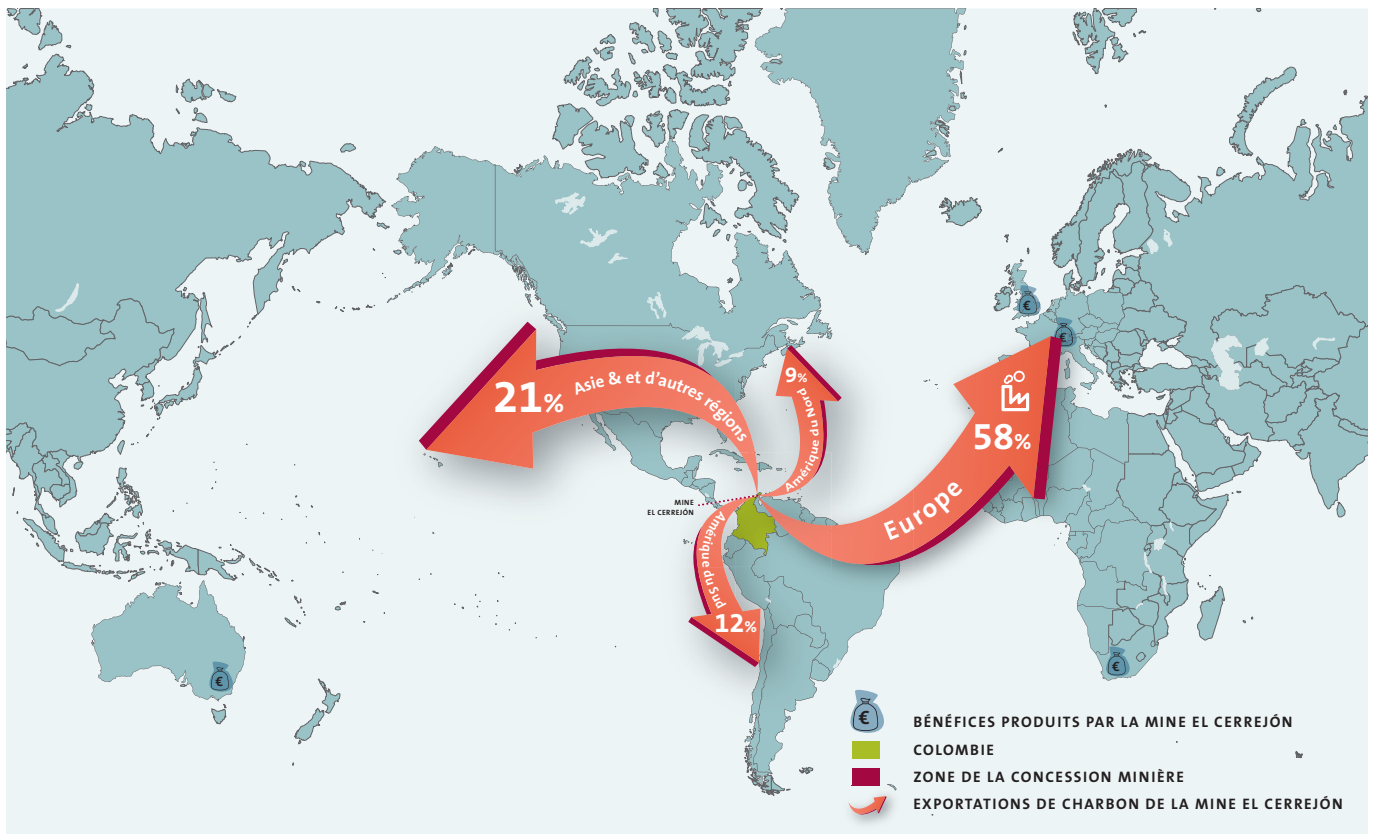
De nombreuses communautés proches de l'endroit où la mine fonctionne maintenant ont été expulsées de leurs terres par l'armée, souvent sans aucune sorte de réinstallation. En 2003, les habitants de Tabaco reçurent l'ordre de quitter leurs terres,

malgré le fait qu'ils n'avaient nulle part où aller. Même ceux qui ont été réinstallés, comme les habitants de Roche ou de Chancleta, ont perdu leur identité culturelle du fait d'être déplacés dans des régions où ils ne peuvent plus maintenir leur mode de vie traditionnel.¹⁷

De façon générale, l'armée nationale protège les intérêts et le territoire d'El Cerrejón. Cela implique des abus, qui vont de la restriction de l'accès à des ressources comme l'eau, à la répression. Les gens de la région voient la présence de l'armée comme une tactique de l'État, qui protège les intérêts des grandes entreprises plutôt que les droits de la population.

FIGURE 2

PROFITS ET DESTINATION DES EXPORTATIONS DE CHARBON DE LA MINE 'EL CERREJON'



Source : 'El Cerrejón, Informe de Sostenibilidad 2012', p. 2.

notes

17 Las 2 Orillas, 'La comunidad Wayúu que será desalojada por Cerrejón', 22 septembre 2014, <http://www.las2orillas.co/la-comunidad-wayuu-que-sera-desalojada-por-cerrejon/>.

ENCADRÉ 5: Les accords de libre-échange et l'industrie minière en Colombie

L'économie colombienne est basée sur l'extraction et l'exportation de matières premières comme le charbon, ce qui répond au modèle de la libéralisation économique. Ces dernières années, cette tendance a été renforcée par une série d'accords de libre-échange (FTA) et de traités d'investissement qui ont été signés entre la Colombie et d'autres régions, comme l'UE, les USA et le Canada.

Ces FTA obligent le gouvernement colombien à favoriser l'investissement étranger et à développer le commerce mondial, en particulier l'exportation de matières premières, pour répondre aux besoins de l'UE et des États-Unis ; ainsi, le modèle qui aboutit à la crise environnementale et sociale dans la région de La Guajira est encore renforcé.

Non seulement l'énergie produite avec le charbon d'El Cerrejón bénéficie aux pays du Nord, mais les profits de la vente reviennent aux sociétés transnationales et sont rapatriés dans ces mêmes pays qui ont la plus grande responsabilité historique des émissions de gaz à effet de serre, tandis que la Colombie n'en tire que des conflits et des dégâts socio-écologiques. Anglo American (Afrique du Sud et Royaume-Uni), Glencore Xstrata (Suisse) et BHP Billiton (Australie et Royaume-Uni) sont propriétaires d'un tiers chacune de la société qui commercialise tout le charbon de la mine El Cerrejón, CMC-Coal Marketing, installée à son tour à Dublin et à Atlanta.¹⁸

En 2011, tout le charbon fut exporté : 58 % en Europe, 12 % en Amérique du Sud, 9 % en Amérique du Nord et 21 % en Asie et d'autres régions.^{19,20}

Les acteurs politiques de la résistance

En dépit de leur dure situation, les diverses populations de La Guajira travaillent ensemble pour exposer la vérité à propos de l'extraction minière en Colombie. Des programmes d'éducation environnementale populaire diffusent des connaissances qui permettent de contrecarrer les fausses informations divulguées pendant des années par le gouvernement et les transnationales. De même, des journées d'action ont rassemblé de nombreuses organisations et communautés de La Guajira, du reste de la Colombie et d'autres pays ; il y a eu des **tribunaux populaires** contre les mines, des visites de sites sacrés, et des audiences publiques autonomes organisées pour définir l'avenir du territoire.²¹ Aujourd'hui, la résistance s'efforce aussi de dénoncer et de faire mieux connaître la situation au moyen du site web *La Guajira le habla al país*.²² (www.extractivismoencolombia.org)



Un arbre sacré tombé, qui était utilisé auparavant pour ses propriétés médicinales, comme lieu de rencontre de la communauté et pour protéger un lac.

notes

- 18 <http://www.cerrejon.com/site/operacion-integrada/exportaciones-y-comercializacion.aspx>; <http://www.cmc-coal.ie/about.html>
 19 El Cerrejón, 'Informe de Sostenibilidad' 2012, p. 2.
 20 GIEC; 'Climate Change 2014: mitigation of climate change', 2014.
 21 Ces journées d'action ont été possibles grâce au travail du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, en coordination avec des organisations écologistes et communautaires.
 22 <http://www.extractivismoencolombia.org>

deux Le réseau d'influences d'Anglo American

Le réseau d'influences d'Anglo American

Les chapitres précédents montrent comment les activités d'Anglo American et de ses partenaires à El Cerrejón détruisent l'environnement et les moyens d'existence de la population locale, et saccagent le climat par l'extraction et l'utilisation continuelles de charbon. Pourtant, les effets dévastateurs du géant minier britannique et sud-africain vont beaucoup plus loin. Cette multinationale a tissé un réseau d'influences autour des politiques climatiques nationales et internationales, qui lui permet de poursuivre sans relâche ses affaires polluantes.

Ayant obtenu un accès privilégié aux gouvernements et aux pourparlers de la CCNUCC sur le climat, et grâce à de nombreux groupes de pressions et associations commerciales qui soutiennent ses intérêts, Anglo American a réussi non seulement à affaiblir les initiatives authentiques pour résoudre le problème du climat mais à encourager l'adoption de fausses solutions favorables aux entreprises, comme les marchés du carbone, la capture et le stockage de carbone (CCS) et les compensations sectorielles découlant de la Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) [voir les encadrés sur **La financiarisation de la nature** et **Les fausses solutions**, p. 5 et p. 10]. Plutôt que de réduire les émissions à la source en transformant le modèle énergétique, ces mesures encouragent Anglo American à faire le contraire : accélérer et développer ses méthodes polluantes en lui offrant une nouvelle image 'verte' et un nouveau financement 'vert'.



Anglo American a fait pression pour que soient éliminés les subsides aux énergies renouvelables, pour que l'ETS soit la principale politique climatique, et pour « l'utilisation de toutes les sources d'énergie conventionnelles et non conventionnelles » comme le gaz de schiste.
Anglo American a reçu de l'ETS, entre 2010 et 2011, près de trois millions de crédits d'émission gratuits, pour une valeur d'environ 43 millions d'euros.

ENCADRÉ 6: Les fausses solutions

Il s'agit de mesures qui, au lieu de réduire les émissions à la source, créent des possibilités d'affaires pour les grandes entreprises et le secteur financier au moyen de systèmes de compensation et de remèdes techniques. Bref, plutôt que de combattre les causes profondes du changement climatique, inhérentes au système économique actuel de production et de consommation, les fausses solutions sont là pour les renforcer.

La Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) : un plan suivant lequel les entreprises éviteraient la réduction réelle des émissions en payant les gouvernements ou les communautés pour qu'ils ne déboisent pas, de manière à ce que le carbone reste 'emmagasiné' dans les arbres. Ceci ne devrait pas être un moyen de permettre que les entreprises polluent davantage et qu'elles obtiennent des bénéfices dans les futurs marchés financiers.

Capture et stockage du carbone (CCS) : il s'agit d'une technologie expérimentale de géo-ingénierie, non testée ni mise en œuvre, qui promet de piéger les émissions de CO₂ des combustibles fossiles utilisés dans les centrales électriques et de les stocker dans les profondeurs du sol. Bien que l'application réelle de cette technologie soit loin à l'horizon, l'industrie des combustibles fossiles est en train de construire des centrales thermiques 'prêtes pour le CCS' pour continuer à polluer tout en assurant aux investisseurs que leurs milliards de dollars en actifs ne perdront pas de leur valeur.²³

Le Système communautaire d'échange de quotas d'émission (ETS) : est le marché régional du carbone et la politique climatique phare de l'UE, ainsi que le plus grand marché du carbone du monde. Depuis ses débuts, la perméabilité de l'ETS aux groupes de pression industriels l'a tellement criblé de failles que les pollueurs peuvent ne pas réduire leurs émissions à la source et éviter de faire les changements structurels nécessaires pour les éliminer. Grâce au volume excessif des quotas d'émission alloués, ils ont pu gagner des milliards d'euros de bénéfices exceptionnels et, dans certains cas scandaleux, de transférer aux consommateurs le coût des permis d'émission comme si ceux-ci n'avaient pas été gratuits.²⁴

[Voir aussi l'encadré La financiarisation de la nature en p. 5]

notes

- 23 ETC Group, 16 avril 2014, <http://www.etcgroup.org/content/ipcc-and-geoengineering-bitter-pill-also-poison-pill>
 24 The COP19 Guide to Corporate Lobby, CEO, TNI, novembre 2013, <http://corporateeurope.org/blog/cop19-guide-corporate-lobbying>

Un accès privilégié aux gouvernements et à la CCNUCC

Anglo American a profité de sa position en tant qu'une des plus grandes sociétés minières du monde pour obtenir un accès privilégié à des instances nationales et internationales, et en particulier à tout ce qui concerne les pourparlers climatiques de l'ONU ou CdP.

Un rôle de leader pendant la CdP 17 : En plus de liquider l'accord existant sur le climat (le Protocole de Kyoto) et de remettre à 2020 la réduction des émissions, la CdP de la CCNUCC organisée à Durban en 2011 a rendu éligible la technologie de la capture et le stockage de carbone dans le cadre du Mécanisme de développement propre, elle a établi que le Fonds vert pour le climat était disponible non seulement pour les pays mais aussi pour les sociétés multinationales, et elle a frayé la voie à la prolifération des échanges de carbone.²⁵ Anglo American a été au centre de cette manœuvre.²⁶ Or, comment et pourquoi Anglo American y a participé de façon si active ?

Son pouvoir en Afrique du Sud (qui présidait alors la CdP) lui a valu un « rôle de leader à la CdP 17 »,²⁷ avec 17 délégués répartis dans les différents organes de pression.²⁸ Les rapports étroits de l'entreprise avec l'Afrique du Sud ont été évidents aussi quand elle a co-organisé un cocktail avec le gouvernement sud-africain²⁹, pendant lequel la directrice générale d'Anglo American a dit que « l'option d'un avenir énergétique sans charbon n'est pas envisageable ».³⁰

Anglo American est membre de plusieurs associations d'entreprises, comme le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), la Chambre internationale de commerce (ICC) et l'Initiative nationale sud-africaine (NBI). À la CdP 17, ces organisations ont organisé la « Cinquième journée des affaires mondiales », qui a porté sur les « raisons pour lesquelles les solutions du changement climatique doivent être dirigées par les entreprises ».³¹ Les cadres d'Anglo American y ont raconté que leur industrie était injustement accusée de contribuer considérablement à la crise climatique.³²

notes

- 25 Anglo American, The A Magazine, No.10, avril 2012, <http://www.angloamerican.co.za/~media/Files/A/Anglo-American-South-Africa/Attachments/media/a-magazine-issue-10.pdf>.
- 26 Les Amis de la Terre international, communiqué de presse, 3 décembre 2011, <http://www.foei.org/fr/espace-presse/archive-par-sujet/justice-climatique-energie/limite-disastrous-durban-package-accelerates-onset-of-climate-catastrophe/>
- 27 Anglo American, Carbon Disclosure Project 2012 Investor Information Request, <http://www.angloamerican.com/~media/Files/A/Anglo-American-Plc/pdf/AA%20Carbon%20Disclosure%20Project%20response%202012.pdf>
- 28 Le WBCSD avait plus de 100 délégués, la CCI près de 50, l'ICCM 30, et la WCA 4. CCNUCC, liste provisoire des participants à la CdP 17, 3e partie ONG, 28 novembre 2011, <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/misc02p03.pdf>
- 29 South Africa government online, Media invitation: COP17/CMPT7 cocktail function, 4 décembre 2011, <http://www.gov.za/speeches/view.php?sid=23772>. Le cocktail a été organisé par le gouvernement, Anglo American, le WBCSD, la CCI de Durban et la NBI.
- 30 Anglo American, Cynthia Carroll, Directrice, discours du 4 décembre 2011, <http://www.angloamerican.co.za/~media/Files/A/Anglo-American-South-Africa/Attachments/media/Cynthia-Carroll-highlights-fuel-cell-opportunities.pdf>
- 31 IISD, Fifth Global Business Day, 5 December 2011, Durban, South Africa, <http://www.iisd.ca/climate/cop17/bd/>
- 32 WBCSD, Durban Global Business Day - Preliminary Agenda, 5 décembre 2011 <http://www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=13708&NoSearchContextKey=true>
- 33 NBI, Série de séminaires préalables à la CdP 17, 29 août 2011, http://www.nbi.org.za/Focus%20Area/ClimateAndEnergy/ClimateChange/Cop17/Documents/Seminars_leading-up_to_COP_17_V7_29082011.pdf
- 34 CEO et TNI, 'COP19 Guide To Corporate Lobbying', novembre 2013, http://corporateeurope.org/sites/default/files/cop19_guide_to_corporate_lobbying-with_references.pdf
- 35 Godfrey Gomwe, Address To The International Coal And Climate Summit, 18 novembre 2013.
- 36 Friends of the Earth, 'Reclaiming Power: An energy model for people and the planet', 2011, http://www.foe.co.uk/sites/default/files/downloads/gfits_briefing.pdf
- 37 Discours complet de C. Figueres: <http://climateimc.org/en/original-news/2013/11/18/cop19-christiana-figueres-speech-world-coal-association-international-coal>.

Par l'intermédiaire de la NBI, Anglo American a participé également à l'organisation de séminaires « pour que les entreprises puissent dialoguer avec des négociateurs sud-africains, avec d'autres entreprises internationales [et] avec le gouvernement » ;³³ elle a sponsorisé également un autre séminaire sur REDD+ [voir plus haut l'encadré sur les fausses solutions].

L'Association mondiale du charbon et la CdP 19 : surnommée la CdP du Charbon, la CdP 19 a non seulement bénéficié du patronage de l'industrie des combustibles fossiles³⁴ mais, en plus, le gouvernement polonais, qui présidait la CCNUCC, a co-organisé avec l'Association mondiale du charbon (WCA) le 'Sommet international sur le charbon et le climat'. La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a prononcé le discours-programme aux côtés du Directeur général d'Anglo American Thermal Coal – et Président du Comité sur l'énergie et le climat de la WCA – Godfrey Gomwe. Ce dernier a affirmé que l'énergie bon marché et fiable que produit le charbon est nécessaire pour éradiquer la pauvreté.³⁵ Cet argument publicitaire ignore le fait que la plupart de ceux qui n'ont pas d'électricité vivent trop loin des réseaux électriques conventionnels ou ne sont pas considérés comme des clients rentables, de sorte que l'électricité produite alimente à la place les grandes industries.³⁶ À son tour, Figueres a renchéri dans son discours sur l'idée que le charbon était nécessaire pour éradiquer la pauvreté.³⁷ Quant à l'importance du rôle du charbon dans le combat du changement climatique, Gomwe a souligné « la grande efficacité des technologies à faibles émissions » dans les centrales à charbon (40 % d'efficacité au lieu de la moyenne actuelle de 33 %), et il a appelé les banques de développement à financer l'accès des pays en développement à ce charbon, qui est toujours le même mais s'appelle maintenant 'charbon propre', afin qu'ils soient prêts à adopter la technique future de CCS.



Un entretien informel de directeurs d'entreprise : Godfrey Gomwe, Directeur exécutif d'Anglo American South Africa ; Natascha Viljoen, Vice-présidente exécutive de la Division manufacture et durabilité de Lonmin ; Andre Wilkens, Directeur général d'African Rainbow Mineral ; Anthony Hodge, Président de l'International Council on Mining and Metals (ICMM) ; Yvo de Boer, Conseiller mondial des services Changement climatique & Durabilité, KPMG.

deux Le réseau d'influences d'Anglo American

suite

Anglo American tisse un réseau complexe d'influences

Anglo American est membre des groupes de pression suivants, qui soutiennent aussi ses positions régressives :

EUROMINES: L'Association européenne des industries minières, des minerais métalliques et des minéraux industriels fait pression sur l'UE pour que l'énergie « abordable » et la compétitivité industrielle,³⁸ le développement des énergies non conventionnelles comme le gaz de schiste, et le marché d'émissions européen [voir l'encadré sur les fausses solutions en p. 10] soient les mesures principales en matière de climat.³⁹ EUROMINES s'attaque aussi aux objectifs obligatoires en matière d'efficacité énergétique, ainsi qu'aux subsides et aux objectifs en matière d'énergies renouvelables.^{40,41} Aussi bien EUROMINES qu'Anglo American ont exercé des pressions sur la Commission européenne au sujet des plans pour développer la compensation de biodiversité [voir l'encadré sur la financiarisation de la nature en page 5].⁴²

International Council for Mining and Metals (ICMM): ICMM affirme qu'il faudrait utiliser les fonds relatifs au changement climatique pour aider le secteur minier et pour promouvoir le CCS [voir l'encadré sur les fausses solutions en p. 10].⁴³ L'ICMM soutient aussi les systèmes de compensation de biodiversité [voir La financiarisation de la nature en p. 5] et discuter de « la compensation dans les zones légalement protégées ». ⁴⁴ Le Directeur de l'environnement et du changement climatique de l'ICMM, Ross Hamilton,⁴⁵ participe à la CdP 20.⁴⁶

Le International Energy Agency Clean Coal Centre (IEACC): The financé par des sponsors de l'industrie, propose ses compétences en « l'utilisation propre et efficace du charbon... [et] les technologies du charbon propre, de manière équilibrée et objective ». En tant que sponsor, Anglo American siège au Conseil de direction et participe à la détermination du programme de recherche.⁴⁷ L'IEACC conclut en disant que « le charbon... peut jouer un rôle important dans la sécurité énergétique ». ⁴⁸

Le **Pacte mondial de l'ONU** se dit « la principale initiative mondiale à caractère facultatif d'entreprises citoyennes ». ⁴⁹ Or, son caractère facultatif et les antécédents épouvantables de bien de ses membres ont donné lieu à des critiques, suivant lesquelles il ne fait que donner à ses participants une apparence de légitimité. Son

notes

38 EUROMINES, 'Euromines response to the public consultation on the 2030 Climate and Energy Package', 8 juillet 2013, <http://www.euromines.org/sites/default/files/content/files/energy-climate-change/euromines-response-eu-climate-change-consultation-2013.pdf>

39 Ibid.

40 Ibid.

41 Ibid.

42 Pour la réunion concernant l'année septembre 2013 – septembre 2014 des autorités de l'environnement de la Commission européenne avec EUROMINES, 13 février 2014 et la réunion entre des autorités de l'environnement et des représentants d'Anglo American, 25 septembre 2013, source : documents remis à Rachel Tansey en vertu des lois sur l'accès aux documents de l'UE, RefGestDem No 2014/4134, 7 octobre 2014.

43 ICMM, 'Options in recycling revenues generated through carbon pricing', avril 2013, <http://www.icmm.com/document/5362>

44 ICMM, IUCN, 'Independent report on biodiversity offsets', janvier 2013, <http://www.icmm.com/document/4934>

45 ICMM, 'ICMM appoints Ross Hamilton as new Director of Environment and Climate Change', 12 août 2013, <http://www.icmm.com/page/96883/news-and-events/news/articles/icmm-appoints-ross-hamilton-as-new-director-of-environment-and-climate-change>

46 Site web de l'ICMM, 'Upcoming events: UNFCCC COP 20', <http://www.icmm.com/news-and-events/upcoming-events/unfccc-climate-change-conference-cop-20>

47 Réponse d'Anglo American à la demande d'information sur les investisseurs 2012, <http://www.angloamerican.com/~media/Files/A/Anglo-American-PIC/pdf/AA%20Carbon%20Disclosure%20Project%20response%202012.pdf>

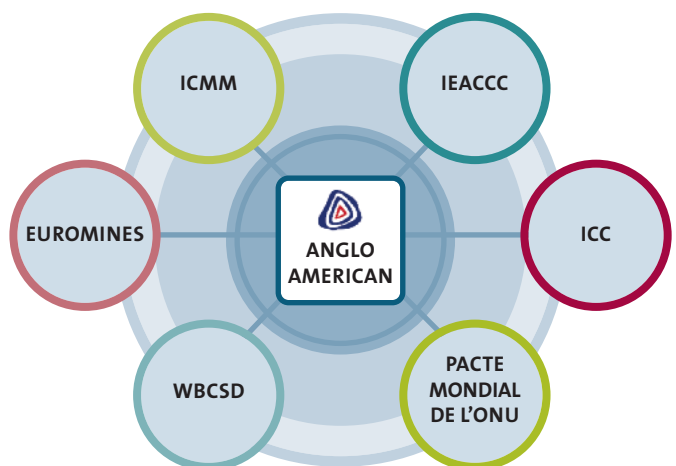
initiative 'Caring for Climate', à laquelle ont souscrit 390 entreprises dont Anglo American,⁵⁰ accueille souvent des activités de 'verdissage' lors des CdP – avec de grands projets pour la CdP 20⁵¹ – et encourage fortement le marché mondial du carbone.

Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) est un club d'entreprises qui affirme travailler pour « un avenir durable pour les affaires, la société et l'environnement ». ⁵² Pionnier du changement d'image des grandes entreprises, le WBCSD s'oppose systématiquement à l'application de normes obligatoires d'ordre environnemental et social pour les activités des entreprises. Il préconise un marché mondial du carbone, des accords sectoriels volontaires pour l'industrie, et le CCS.

La **Chambre de commerce internationale (ICC)** a un accès privilégié aux gouvernements nationaux et aux organismes internationaux,⁵³ et sa contribution a été essentielle pour pousser l'ONU à mettre les grandes entreprises au centre des politiques sur le changement climatique.⁵⁴ La CCI organisera une activité parallèle officielle lors de la CdP 20.⁵⁵

FIGURE 3

ANGLO AMERICAN TISSE UN RÉSEAU COMPLEXE D'INFLUENCES POUR PARVENIR À SES FINS



Anglo American fait du lobbying par l'intermédiaire de :

l' **ICMM** (International Council for Mining & Metals), pour promouvoir la capture et le stockage de carbone (CCS) ;

l' **IEACC** (International Energy Agency clean Coal Centre) qui influe sur les politiques en faveur de l'industrie charbonnière ;

l' **ICC** (Chambre de commerce internationale), un lobby pour les transnationales ;

le **PACTE MONDIAL DE L'ONU**, « la principale initiative mondiale à caractère facultatif d'entreprises citoyennes », qui fait pression en faveur d'un marché mondial du carbone ;

le **WBCSD** (World Business Council for Sustainable Development), qui pousse lui aussi pour un marché mondial du carbone ;

EUROMINES, (Association européenne des industries minières) qui encourage le système d'échange d'émissions (ETS) et la compensation de biodiversité.

48 Site web de l'IEACC, <http://www.iea-coal.org.uk/site/2010/home-section/about?LanguageId=0>

49 Pacte mondial de l'ONU, 'UN Secretary-General Opens Historic Leaders Summit on Corporate Citizenship', 5 juillet 2007, http://www.unglobalcompact.org/NewsAndEvents/news_archives/2007_07_05a.html et 'Participants and Stakeholders: Anglo American', <https://www.unglobalcompact.org/participant/643-Anglo-American-plc>

50 Caring for Climate, liste des signataires, <http://caringforclimate.org/about/list-of-signatories/>

51 Site web du forum des entreprises de Caring for Climate, 'A Global Call for Climate Action', <http://caringforclimate.org/forum/>

trois Pour contrer le pouvoir des sociétés productrices de combustibles polluants

Pour contrer le pouvoir des sociétés productrices de combustibles polluants

Comme le montre ce rapport, les sociétés comme Anglo American ont un pouvoir considérable sur la vie des communautés locales comme celles qui entourent El Cerrejón en Colombie ; elles ont une énorme influence sur les gouvernements et les politiciens du pays, surtout quant aux politiques qui leur permettent de fonctionner et de polluer ; elles ont la possibilité de participer à des forums internationaux comme la CCNUCC, sur lesquels elles exercent des pressions pour que soient adoptés des accords inconsistants et de fausses solutions de la crise climatique, qui leur permettent de développer leur modèle industriel polluant tout en profitant des nouveaux marchés et des arrangements techniques trompeurs qu'elles présentent comme des solutions. Anglo American n'est qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres, de la prise en main du processus de l'ONU par les grandes entreprises grâce à leurs lobbies et à leur influence excessive.

Pour contrer ce pouvoir des entreprises il faut :

Supprimer l'accès privilégié des entreprises

Il est indispensable que les grandes entreprises n'aient pas un accès privilégié aux politiciens et aux fonctionnaires nationaux ou internationaux. Au plan national, il est inacceptable que les sociétés productrices de combustibles polluants se réunissent à huis clos avec les gouvernements et influent sur les politiques climatiques et énergétiques nationales ou sur les positions internationales qu'ils prendront à la CCNUCC. Au plan international, les fonctionnaires de la CCNUCC devraient s'engager à ne pas rencontrer de représentants des grandes entreprises, et à ne participer à aucune activité organisée ou dirigée par elles, en particulier quand il s'agit d'entreprises d'énergie polluante. Il est inacceptable que l'organisme responsable de combattre le changement climatique à l'échelon mondial se plie aux exigences des grands pollueurs et de ceux qui violent les droits de l'homme et de l'environnement. L'Organisation mondiale de la santé a créé un précédent dans ce sens quand elle a pris une mesure semblable contre l'industrie du tabac, en application de l'Article 5.3, pour empêcher cette industrie d'avoir une quelconque influence sur les politiques relatives à la santé. Figueres devrait donner l'exemple en créant un pare-feu entre elle et son personnel, et les lobbyistes des énergies sales.

notes

- 52 Site web du WBCSD, <http://www.wbcsd.org/about.aspx>.
 53 CEO, 'The Corporate Lobbies in Copenhagen', décembre 2009, <http://corporateeurope.org/news/corporate-lobbies-copenhagen>
 54 ICC, 'ICC team delivers at UN climate talks', 2 décembre 2010, <http://www.iccwbo.org/News/Articles/2010/ICC-team-delivers-at-UN-climate-talks/>
 55 UNFCCC, SEORS COP20, ICC, activité 'From Green Growth Plans to Green Infrastructure Investments', https://seors.unfccc.int/seors/reports/events_list.html?session_id=COP20
 56 <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/reclaim-the-un-from-corporate-capture/>

ENCADRÉ 7: Récupérer l'ONU : mesures additionnelles pour protéger toutes les institutions de l'ONU de l'emprise des transnationales⁵⁶

- L'ONU et ses États membres doivent résister aux pressions que l'on exerce sur eux pour qu'ils donnent aux entreprises une position privilégiée dans les négociations. Ils devraient réaffirmer que leur obligation primordiale est de servir l'intérêt public, et réexaminer leurs processus de prise de décisions pour veiller à ce que la société civile y joue un rôle plus prééminent et l'influence de l'industrie soit limitée.
- Les gouvernements ne doivent pas constituer des groupes de haut niveau où les entreprises ont un statut privilégié au sein des négociations officielles, et ils doivent dissoudre les groupes existants.
- Le rôle du groupe 'commerce et industrie' devrait être limité. Ce secteur disposant de ressources bien plus considérables que tous les autres, il faudrait plafonner sa participation : il ne devrait pas avoir davantage de représentants que n'importe quel autre groupe dans les processus de négociation multilatéraux.

En termes plus généraux :

- L'ONU doit divulguer tous les rapports et liens qu'elle a avec le secteur privé. Elle devrait adopter un code de conduite pour ses fonctionnaires, en y incluant une période de 'refroidissement' pendant laquelle ils ne pourront pas travailler pour des groupes de pression ou des sociétés conseil en lobbying.
- L'ONU ne devrait pas participer à de nouveaux partenariats avec des entreprises et des associations commerciales, et devrait réviser tous les partenariats existants.
- Le Pacte mondial de l'ONU donne aux grandes entreprises un accès privilégié aux gouvernements, qui leur permet d'influer sur les décideurs pour qu'ils s'opposent à l'adoption de normes plus strictes à leur égard. Dans l'intérêt de la prise de décisions et du climat, le Pacte devrait être supprimé ; en attendant, il faudrait couper immédiatement tous ses liens avec la CCNUCC.

trois Pour contrer le pouvoir des sociétés productrices de combustibles polluantses suite

La transparence des lobbies et la responsabilité des entreprises

L'influence et l'accès dont bénéficient les grandes entreprises aux plans local, national et international ne sont pas toujours visibles. Sans transparence, les décideurs ne peuvent pas être tenus pour responsables de leurs fréquentations et de l'influence qu'ils subissent. Il est essentiel aussi de faire connaître les bénéfices que reçoivent les entreprises, en particulier les subsides et les réductions d'impôt qui permettent à celles qui produisent des combustibles polluants de rester en pleine activité. Nous demandons que nos décideurs agissent en toute transparence aux plans local, national et international :

- dans les contacts directs, ils doivent divulguer toutes leurs réunions (et les comptes rendus correspondants) et rencontres publiques avec les entreprises de combustibles polluants, révéler les sources de financement de tous les voyages, visites ou activités publiques ou privées, y compris les contributions non financières ;
- quant aux avantages financiers que reçoit l'entreprise, il faut divulguer tous les subsides, avantages fiscaux, fonds pour la recherche et subventions. Il faudrait y inclure la CCNUCC et les institutions telles que le Fonds vert pour le climat.

La transparence est le premier pas pour dénoncer le pouvoir des entreprises et le déficit démocratique ; pourtant, pour s'y attaquer il faut des mécanismes qui obligent les entreprises à rendre des comptes et qui permettent de réclamer justice pour leurs actions contre l'environnement et les communautés locales.

- Dans le cadre de la lutte pour mettre fin à la mainmise des grandes entreprises sur l'ONU, vers la mi-2014 les mouvements sociaux ont réussi à faire considérer l'adoption d'un traité sur les transnationales et les droits de l'homme dans le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, afin de définir des normes obligatoires pour les entreprises et l'accès à la justice pour les États et les communautés concernées. Il s'agit d'un événement marquant dans la lutte contre les déséquilibres de pouvoir ; il poussera davantage d'États membres de l'ONU à défendre les droits de l'homme et les intérêts des peuples plutôt que les gains des entreprises. Ce processus requiert du soutien politique et doit être appliqué au niveau de l'ONU.

Point d'assistance publique aux grandes entreprises ; point de subsides aux énergies polluantes

Les entreprises productrices d'énergie polluante reçoivent d'énormes subsides publics, nationaux et internationaux, qui leur permettent de continuer à fonctionner et de développer leurs opérations.

- Les finances publiques ne devraient servir à subventionner aucune grande entreprise, et surtout pas celles qui produisent des combustibles polluants. Les subsides à l'exploration et la production d'énergie polluante devraient être supprimés sans délai.
- Les gouvernements nationaux et les institutions internationales ne devraient pas subventionner la construction d'installations et la production d'énergies polluantes qui violent les droits de l'homme et de l'environnement.
- Le Fonds vert pour le climat et tous les autres fonds publics (nationaux ou internationaux) ne devraient pas être dépensés dans l'énergie polluante ; ils devraient être affectés à des sources d'énergie propres et renouvelables, appropriées pour les communautés locales.



Un cimetière dans le territoire de la communauté de Roche.

Comment les transnationales commandent

Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat

Conclusion

Les grandes entreprises doivent être définitivement expulsées des espaces de décision concernant la politique climatique, aussi bien au plan national qu'au sein de la CCNUCC. Que ces entreprises – et, en particulier, l'industrie de l'énergie polluante – aient une place aux pourparlers dont le but est d'atteindre un accord mondial équitable et ambitieux sur le climat n'a rien de légitime ni d'acceptable. Tout comme les transnationales et les groupes de pression présentés dans les documents d'information précédents (Sasol, l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission, Shell), il est évident que certaines transnationales ont profité de leur accès aux capitales nationales et aux négociations pour affaiblir les termes et impulser les fausses solutions à leur profit, empêchant ainsi d'avancer vers des mesures réelles pour la justice climatique.

À la CdP 20 qui aura lieu à Lima, seront jetées les bases pour le sommet climatique qui se tiendra à Paris à la fin de 2015. Le changement climatique étant déjà une réalité, les enjeux sont trop élevés pour qu'on permette aux transnationales comme Anglo American d'en formuler l'ordre du jour. Dans le monde entier, des peuples et des mouvements sont déjà en train de prouver qu'il existe des solutions réelles pour atteindre la justice sociale, environnementale et climatique, et qu'elles fonctionnent. Il est temps que les décideurs commencent à se tourner vers elles.



note

57 Documents d'information précédents :
<http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/> et
<http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/economic-justice-resisting-neoliberalism-publications/reclaim-the-un-from-corporate-capture/>

Des représentants d'organisations nationales et internationales visitent des sites sacrés pendant les journées du tribunal populaire contre l'industrie minière à grande échelle.

www.foei.org

